



Communiqué de presse
Pour diffusion immédiate

Journée de mobilisations sociales contre l'austérité

Des centaines d'organismes communautaires du Québec et de la Montérégie seront en grève le 1^{er} mai

Ce 1er mai, la Journée internationale des travailleurs et des travailleuses donnera lieu à une journée de mobilisations contre l'austérité qui s'annonce sans précédent. La Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics (Coalition Main rouge), composée de 100 groupes sociaux de différents secteurs, a appelé à une journée de grèves, d'actions, de mobilisations sociales et de perturbations économiques.

À ce jour, plus de 800 groupes sociaux de différents secteurs, **dont plus de cent en Montérégie**, ont obtenu des mandats de grève pour la journée, ce qui en fera une journée de grève sociale. En plus des organisations syndicales et des associations étudiantes, des centaines de groupes communautaires suspendront leurs activités régulières pour participer à différentes mobilisations et tenir des activités d'information sur l'austérité. « Autant d'organismes communautaires qui ferment leurs portes pour une journée, c'est du jamais vu ! Les groupes n'en peuvent tout simplement plus des choix gouvernementaux qui augmentent la détresse humaine et les besoins des personnes les plus démunies, menant à une surcharge de travail dans un milieu déjà sous-financé. C'est assez ! », affirme Danielle Goulet, présidente de la Table régionale des organismes communautaires et bénévoles de la Montérégie (TROC-M).

Plusieurs actions auront lieu en Montérégie et à travers le Québec pour dénoncer les politiques d'austérité et revendiquer l'adoption de mesures fiscales plus justes, qui permettraient de financer adéquatement les services publics et les programmes sociaux. Soulignons que, pour sa part, la TROC-M a invité tous ses membres à participer à la manif-action organisée par la Coalition Main rouge qui débutera à 9h30 au Square Phillips à Montréal. Huit (8) autobus provenant de la Montérégie seront au rendez-vous.

Une mobilisation contre la destruction du filet social

Pour la Coalition Main rouge et la TROC-M, la poursuite des mesures d'austérité, contenues dans le budget 2015-2016, est un affront et elle nécessite une levée de boucliers de la population du Québec. Les groupes communautaires, les travailleurs et les travailleuses des services publics, les groupes de femmes, les familles, les étudiantes et les étudiants, les personnes en situation de pauvreté, les gens

vivant en région constatent tous les jours les conséquences des coupes dans les organismes, dans les services publics et dans les programmes sociaux ainsi que celles des hausses de tarifs des dernières années.

En plus de freiner la réalisation de droits humains fondamentaux, les choix du gouvernement libéral augmentent les inégalités sociales, nuisent à l'atteinte de l'égalité entre les hommes et les femmes et à la protection de l'environnement, rappelle la Coalition. La forte limitation de la croissance des dépenses de programmes du dernier budget, notamment en éducation et en santé et services sociaux, aura un impact dramatique, d'autant plus qu'elle s'ajoute aux compressions imposées aux ministères et organismes par le précédent budget. Selon la Coalition, les choix du gouvernement libéral ouvrent toute grande la porte à la privatisation de nos programmes sociaux et de nos services publics. Le changement de l'orientation gouvernementale dans les politiques d'aide au logement et les réorganisations en santé et dans les services sociaux en sont de bons exemples.

Nous pouvons faire autrement!

Les choix du gouvernement sont idéologiques beaucoup plus qu'économiques. « Le jupon néolibéral du gouvernement Couillard dépasse » dit Danielle Goulet, soulignant que les grandes entreprises ont encore vu leur taux d'imposition diminuer, alors que l'équilibre budgétaire n'était pas encore atteint et que le gouvernement refuse toujours de toucher à des privilèges fiscaux qui constituent des dépenses fiscales importantes pour l'État.

Le 1^{er} mai, la TROC-M et ses membres, se mobiliseront aussi pour l'adoption de solutions fiscales justes qui permettraient à l'État québécois de renflouer ses coffres à raison de plusieurs milliards \$ par an, afin de réinvestir de manière significative dans les programmes sociaux et les services publics. Ils soutiennent qu'il pourrait, par exemple, augmenter le taux d'imposition des grandes entreprises qui n'a cessé de diminuer dans les dernières années, réinstaurer la taxe sur le capital pour les banques, augmenter le nombre de paliers d'imposition des particuliers afin d'aller chercher davantage de revenus chez les plus riches, et instaurer un meilleur contrôle du coût des médicaments.

– 30 –

Informations :

Catherine Jetté, agente de liaison, 450.204.1607